

A l'heure de démocratie.fr

di Elise Vincent et Vincent Truffly

Lors du référendum sur le Traité constitutionnel, un nouveau média a explosé à la figure des partis politiques" : Vincent Feltesse, secrétaire national adjoint chargé des nouvelles technologies au Parti socialiste assure que la leçon du 29 mai 2005 a été comprise et qu'on ne reprendra plus les responsables politiques à négliger la parole des internautes et l'influence d'Internet.

A l'approche de l'élection présidentielle, Le Monde, en partenariat avec l'institut de sondage TNS-Sofres, avait réuni éditeurs de sites, cybermilitants, politologues, responsables de la stratégie en ligne, lundi 9 octobre au Théâtre du Rond-Point à Paris, pour débattre de la façon dont Internet modifie la vie politique française.

"En 1965, lors de la première élection présidentielle au suffrage universel, la moitié des foyers français disposaient de la télévision. C'est à ce moment qu'elle est devenue un média politique structurant. Aujourd'hui, quarante ans après, une bonne moitié des foyers français sont connectés à Internet. La question s'impose : le net va-t-il remodeler à son tour le débat démocratique français ?", s'est interrogé Gérard Courtois, directeur des rédactions du Monde.

"Le Web n'a pas créé l'autonomie croissante des individus vis-à-vis des experts, des institutions et des politiques. Il l'a amplifiée par sa capacité à diffuser rapidement des opinions de citoyens, estime Brice Teinturier, directeur du département politique et opinion de TNS-Sofres. Cela peut donner une démocratie plus mature, avec des arguments qui contribuent à la délibération, mais ça peut aussi tirer le débat dans un autre sens, où la question du contrôle est posée : n'importe qui peut écrire n'importe quoi, et des minorités agissantes peuvent en profiter."

Bruno Patino, président du Monde Interactif et directeur de Télérama, a rappelé la surprise de la campagne référendaire de 2005 : "Les thèmes sur lesquels on voulait amener les internautes n'étaient pas ceux que l'audience retenait. Nous ne contrôlions plus l'agenda." A l'origine de ce changement, la suspicion vis-à-vis des corps intermédiaires : "C'est le directeur du quotidien El País en Espagne qui dit : "Le numérique, c'est la fin de la démocratie bourgeoise." Il y a cette illusion qu'on n'a plus besoin des médias ou des partis pour s'informer, pour s'exprimer en tant que citoyen, et que finalement une espèce de démocratie directe, de grande foire aux idées peut s'y substituer."

Et d'expliquer que les deux candidats qui courent en tête des sondages ont, à leur manière, saisi ce basculement. "Ségolène Royal a une approche méthodologique avec Desirsdavenir.org qui contourne les corps intermédiaires, observe Bruno Patino. Et Nicolas Sarkozy propose une approche programmatique qui tente de s'adresser directement aux Français. C'est peut-être les prémices d'un changement de nature de la démocratie."

"Il ne faut pas inverser les hiérarchies : aujourd'hui les Français s'informent d'abord sur la politique par les médias classiques", a nuancé M. Teinturier. M. Feltesse a souligné, pour sa part, qu'"aujourd'hui, l'Internet politique est marginal". "Au PS, nous ne recevons que 10 000 à 20 000 visiteurs par jour", ce qui est peu, même si "c'est une bouffée d'oxygène". Chargé de la stratégie Internet de l'UMP, Thierry Solère a rappelé que "si 55 % des Français sont équipés en haut débit, ça veut dire que 45 % ne le sont pas".

Pour Isabelle Falque-Pierrotin, déléguée générale du Forum des droits sur Internet, la question est celle du "bon usage" de ce média. "La Toile permet aux partis de mobiliser leurs partisans et autorise chacun à s'exprimer, reconnaît-elle, mais ce n'est pas, aujourd'hui, le lieu du débat public." Pour M^{me} Falque-Pierrotin, "le Net peut préparer une prise de décision par un

échange d'arguments, mais pas se substituer à la décision". Autrement dit, les tendances qui se forment sur la Toile ne peuvent tenir lieu de consultation démocratique.

Selon Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France et historien de la démocratie, "pour la première fois, on a un média qui supprime la différence entre l'expression privée et publique, individuelle et collective". "Il faut voir comment l'opinion s'agrège avec la Toile, car la démocratie, c'est aussi produire des identités. Quels sont les mécanismes de condensation de l'opinion ? Comment produit-on le corps social et donc la démocratie à partir d'Internet ?" Le risque est de voir la sympathie l'emporter sur le débat.

"La démocratie, c'est débattre, c'est-à-dire changer son point de vue après confrontation avec les extrêmes", a souligné M. Rosanvallon. Or, sur Internet, la tentation est forte de "choisir ses interlocuteurs", a reconnu Etienne Chouard, professeur au lycée Marcel-Pagnol de Marseille et animateur d'un des sites phares du non au référendum de mai 2005. "On évite les forums qui nous sont hostiles pour rester entre soi. Mécaniquement, on se radicalise", a-t-il observé.

"Ceux qui arrivent à agréger une idée, ce sont ceux qui maîtrisent l'effet de réseau ; c'est une technique", a expliqué M^{me} Falque-Pierrotin. Cette mécanique a été décrite par M. Solère. "Nous profitons d'un effet de maillage des blogs que nous hébergeons qui fait monter notre site amiral dans les statistiques de Google", a raconté le responsable UMP. Son homologue du PS s'est insurgé.

"Aujourd'hui, il suffit de saisir "carte scolaire" sur Google pour tomber sur les propositions de l'UMP. Et lorsqu'il tape "Ségolène Royal", l'internaute est renvoyé sur un lien "discuter avec Nicolas Sarkozy".", a indiqué M. Feltesse. "Nous, au PS, on s'interdit cela", a-t-il assuré.

Pour les partis, l'Internet est aussi un moyen de communiquer avec leurs adhérents et sympathisants. "Cela permet, par exemple, de faire passer rapidement et gratuitement - ce qui n'est pas négligeable - un argumentaire, a exposé M. Solère. Notre objectif est de mettre à disposition de chacun des moyens qui lui permettent de faire lui-même la campagne."

M. Teinturier a souligné l'importance du phénomène au moment de la discussion du Traité constitutionnel. "178 sites étaient reliés autour du non. Ils ont montré leur capacité à faire circuler rapidement une information homogène, ce qui l'a fait émerger sur Google. Les médias traditionnels se sont dit : "Il se passe quelque chose", et ils en ont parlé. Le oui n'était pas structuré aussi fortement sur Internet", a-t-il dit, en s'appuyant sur des travaux de l'université de Compiègne.

Internet est-il le miroir de la volonté générale ? "Il peut le devenir, estime M. Chouard, car Internet donne la possibilité aux politiques de consulter tout le monde à tout moment." "La volonté générale, ce n'est pas l'opinion de chaque moment", a objecté M. Rosanvallon. Le croire, c'est mettre en cause "l'habilitation des hommes politiques à prendre des décisions", a fait valoir M. Teinturier. "Le rôle du politique, c'est d'inscrire une décision dans un programme plus général, avec des décisions pas toujours agréables, a complété M. Solère. Internet, ce n'est qu'un thermomètre."

"Thermomètre", "baromètre", sondages... : quel rôle jouera l'Internet dans la campagne pour l'élection présidentielle ? Le Web donne du champ à "l'intox", a prévenu Serge Marti, président de la Fondation Le Monde et co-animateur du débat. "Les médias ne font pas l'élection, c'est sûr, a insisté Bruno Patino. Mais Internet n'est pas la télévision, ce n'est pas le journal, c'est autre chose."

Le président du Monde interactif estime probable que l'Internet influencera, d'une manière ou d'une autre, le vote des électeurs en avril et mai 2007. La Toile a gagné, aujourd'hui, ses galons de média politique.